Projets du BNIC de mise en œuvre d'un dispositif de contrôle de la chaîne logistique jusqu'à l'embouteillage du produit fini

Le Cognac est presque exclusivement commercialisé en bouteilles, la part du vrac ne représente que moins de 2% des expéditions¹ mais cette eau de vie n'est soumise à aucune réglementation imposant directement ou indirectement un embouteillage dans l'aire².

Or la filière tient à pouvoir contrôler de la même façon tous les produits, quel que soit le lieu. Actuellement les produits embouteillés par des opérateurs non habilités, quelle que soit leur localisation au sein ou en dehors de l'aire ou du territoire national, ne sont pas contrôlés en dehors du suivi aval de la qualité (SAQ).

Le BNIC réfléchit donc depuis plusieurs années à un dispositif qui s'inspire de celui mis en œuvre par le Scotch Whisky et qui s'applique en dehors du territoire britannique grâce à une collaboration avec les douanes. Le BNIC a mené plusieurs entretiens afin de mûrir sa réflexion, notamment avec la SWA ainsi qu'avec His Majesty's Revenue and Customs (HMRC³) et plus récemment avec la Commission Européenne. Une rencontre est envisagée prochainement avec les autorités italiennes.

Contrôle des produits embouteillés en dehors de l'aire

Au sein de l'AOC Cognac

Actuellement le plan de contrôle de l'AOC Cognac ne prévoit pas de dispositions spécifiques pour traiter des négociants non habilités, quelle que soit leur localisation. D'une part seuls les négociants⁴ ayant la qualité d'opérateurs habilités et donc situés dans l'aire font l'objet de contrôles et d'autre part les prélèvements de produits en vue des examens analytiques ou organoleptiques ne sont réalisés que sur des produits embouteillés, prêts à la mise à la consommation. Ainsi les caractéristiques physico-chimiques des produits (TAV min, teneur en substances volatiles minimales, teneur maximale en méthanol), les caractéristiques organoleptiques ainsi que les opérations de finition (degré d'obscurcissement maximale, absence d'autres colorants que le caramel, d'autres édulcorants que le sucre ou d'autre méthode que l'infusion de copeaux de chêne) ne font pas l'objet d'un contrôle sur les produits conditionnés par des opérateurs non habilités. Il en va de même pour les règles d'étiquetage.

Au sein d'autres AOC d'eaux-de-vie françaises

Pourtant les plans de contrôle des IG et AOC rhums ainsi que des AOC Calvados dont une grande partie des volumes commercialisés sont embouteillés en dehors de l'aire s'appliquent à la catégorie des pré-embouteilleurs. Cette catégorie englobe les opérateurs réalisant les opérations de finition avant conditionnement et qui peuvent être situés dans l'aire comme en dehors. Ils font l'objet de contrôles documentaire, de contrôles sur site et de prélèvement en vue d'examens analytiques ou organoleptiques, aussi bien dans l'aire qu'en dehors.

Au sein du Scotch Whisky

Selon la fiche technique du Scotch whisky, le Scotch whisky ne peut être expédié

- qu'en contenants inertes afin d'être embouteillé en dehors de l'aire (pas en fûts) ;

---

¹ Soit plus de 10 000hl d'alcool pur

² Contrairement au Scotch whisky et au rhum Martinique dont les cahiers des charges imposent l'embouteillage dans l'aire de certaines qualités, respectivement Single Malt et rhums vieux

³ l'administration des douanes britanniques

⁴ Le plan de contrôle définit les négociants comme des opérateurs qui achètent et revendent des eaux-de-vie.

- qu'à un embouteilleur, éleveur ou à un importateur qui s'est engagé devant HMRC à respecter les dispositions de son plan de contrôle.

Le plan de contrôle prévoit pour les entreprises qui réalisent l'assemblage, l'embouteillage et l'étiquetage (en Ecosse ou en dehors d'Ecosse) ainsi que les importateurs en vrac, les dispositions suivantes :

- la demande d'habilitation ;
- l'engagement à respecter le cahier des charges du Scotch whisky
- le paiement d'une redevance de 520£ par établissement,
- les informations relatives aux marques commercialisées,
- un exemplaire de l'étiquette de chacune des marques commercialisées

HMRC effectuera les contrôles nécessaires pour vérifier le respect de l'engagement mais ne réalise pas de contrôle sur site en dehors du Royaume Uni, sauf en cas de nécessité.

Au sein de l'Irish whiskey

Comme le Scotch, le cahier des charges de l'Irish whiskey impose qu'il ne puisse être expédié en dehors de l'aire qu'en contenants inertes (pas en fûts en bois). De plus l'eau utilisée pour la réduction du TAV doit être obligatoirement déminéralisée afin de préserver les caractéristiques organoleptiques du whisky. Enfin le cahier des charges indique que les sites d'embouteillage extérieurs à l'aire sont soumis à des contrôles officiels.

Deux cas se présentent :

- l'embouteillage est réalisé dans un autre pays de l'UE, l'autorité compétente irlandaise fournira à l'autorité compétente de ce pays les informations nécessaires en vue de lui permettre d'effectuer les contrôles de conformité dans le cadre de ses plans de contrôle pluriannuels.
- l'embouteillage est réalisé dans un pays tiers, les fonctionnaires habilités des administrations britanniques ou irlandaises effectueront, en concertation avec les autorités compétentes de ce pays, des visites du site pour s'assurer du respect de la conformité au cahier des charges.

Approche de l'Union Européenne

Pour respecter les principes de liberté d'entreprise et de commerce, l'Union Européenne est assez hostile à rendre obligatoire l'embouteillage dans l'aire des IG, cherchant à limiter l'établissement de cette règle à des cas particuliers le nécessitant du fait d'exigences liées à la qualité du produit ou à son contrôle. Lorsqu'elle est demandée dans un cahier des charges, une procédure spécifique est mise en œuvre afin de vérifier le bien-fondé de cette règle.

Cependant l'Union européenne cherche également à crédibiliser son système qualité et il est évident que la liberté d'embouteiller une IG de spiritueux ne peut s'envisager sans un contrôle spécifique des embouteilleurs, sans quoi le produit embouteillé peut ne pas correspondre à celui défini dans le cahier des charges. C'est particulièrement vrai pour les eaux de vie qui sont l'objet avant embouteillage, d'opérations très influentes sur la qualité finale du produit : réduction du TAV, édulcoration, coloration, aromatisation... De plus les IG étant soumises à des règles d'étiquetage spécifiques, leur contrôle ne peut être effectué que sur des produits conditionnés.

Evolution de la réglementation

C'est dans cette perspective que le projet de Règlement sur les systèmes qualité en cours de discussion dans le cadre du programme REFIT⁵ prévoit en son chapitre 4 sur les contrôles, un article (39.5) qui prévoit que, le contrôle de certaines activités couvertes par le cahier des charges des IG de boissons

---

⁵ Regulatory Fitness and Performance Programme

spiritueuses, de vins ou d'autres produits agricoles peut être réalisé en dehors du pays où est produit l'IG.

La réalisation de ce contrôle nécessite que des dispositions du cahier des charges en précisent les modalités et dans le cas où ces activités se tiendraient dans un Etat membre de l'UE, que les opérateurs se déclarent auprès des autorités de cet Etat.

Il est prévu également que la Commission puisse prendre des actes d'exécution concernant les modalités du contrôle d'activités ayant lieu en dehors du pays.

Position de la Commission

Dans le cadre de sa réflexion, le BNIC a rencontré la Commission européenne qui lui a rapporté les éléments suivants :

- Les conditions particulières d'embouteillage doivent être précisées dans le cahier des charges, afin de servir de base au plan de contrôle des organismes de contrôle.
- Le contrôle doit être effectué par les autorités de contrôle de l'Etat membre ou du Pays tiers où l'étape de production a lieu.
- Afin de mieux suivre l'IG tout au long de sa chaîne de production, de transformation et de distribution, il peut être exigé des exploitants des pays tiers qu'ils enregistrent leurs activités auprès du groupement de producteurs ou de l'autorité compétente.
- La demande d'autorisation peut nécessiter des informations détaillées sur les installations d'embouteillage ainsi qu'une documentation relative au contrôle de la qualité, à la traçabilité ...
  - L'autorité réglementaire examine la demande et les documents qui l'accompagnent, une inspection sur place peut également être intégrée à la procédure.
  - Si toutes les conditions sont remplies, l'autorité réglementaire peut délivrer un certificat ou un agrément à l'embouteilleur l'autorisant à mettre en bouteille l'IG.
  - Après autorisation, l'embouteillage peut être soumis à des contrôles effectués par les autorités chargées du contrôle dans l'Etat membre ou le pays tiers où il se déroule.

Projet du BNIC

Le BNIC souhaite donc mettre en place un dispositif de contrôle de la chaîne logistique jusqu'à l'embouteillage du produit fini, quelle que soit sa localisation, au sein ou en dehors de l'aire ou du territoire national.

Ce dispositif supposerait de prévoir dans le cahier des charges une habilitation ou un agrément des opérateurs concernés qui nécessiterait un engagement au respect du cahier des charges, à se soumettre aux procédures de contrôles et à ne commercialiser en vrac qu'auprès d'opérateurs habilités.

Les opérations d'habilitation seraient conduites en 2 temps : une opération avant le démarrage de l'activité du candidat à l'habilitation et une autre au bout de 2 ans qui permettrait de passer en revue systématiquement les étiquettes et de vérifier leur conformité.

Une fois habilités, les opérateurs seraient soumis dans le respect de la fréquence prévue pour le contrôle produit par le plan de contrôle.

Il serait exigé de conserver un ou plusieurs échantillons des différents produits reçus pendant une durée suffisante afin d'en permettre le contrôle de la conformité physico-chimique et organoleptique.

Des contrôles sur site seraient possibles notamment en cas de suspicion de non-respect du cahier des charges afin de s'assurer de la conformité aux dispositions du cahier des charges, du maintien de la traçabilité.

Perspectives

Cette réflexion demande à être partagée dans la mesure où il s'agit pour les IG françaises d'une innovation qui pose encore certaines questions, tout particulièrement en ce qui concerne le contrôle en dehors du territoire national et de l'UE.

- S'agissant de la position de la Commission Européenne, les rôles respectifs de l'Etat Membre producteur et de l'Etat Membre ou du Pays tiers embouteilleur dans le dispositif pourraient être précisés.
- S'agissant de la position de la France, il convient de réfléchir à l'opportunité et à la faisabilité d'un tel dispositif et dans un second temps de mieux comprendre ce que pourrait être le rôle des administrations, de l'ODG et de l'organisme certificateur.

La CNBS est invitée à prendre connaissance de ce sujet et à participer à la réflexion sur la mise en place éventuelle d'un dispositif de contrôle de l'embouteillage et de la chaîne logistique des IG de boissons spiritueuses.